

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

par

EDOUARD CLUNET

Continué

de 1923 à 1948

par

ANDRE PRUDHOMME

de 1950 à 1993

par

BERTHOLD GOLDMAN

Directeur :

PHILIPPE KAHN

Sous le haut patronage de

P. BELLET, J.-D. BREDIN, J. DEHAUSSY

P. DRAI, M. GAUDET, M. LONG,

M. MARTIN, B. OPPETIT †, R. PINTO, S. ROZÈS,

J. VASSOGNE, P. WEIL



**EDITIONS DU
JURIS-CLASSEUR**

141, rue de Javel
75747 PARIS Cedex 15

1998

Journal publié avec le concours du CNRS

TABLE TRIMESTRIELLE

1998 (125^e année). — Juillet - Août - Septembre

Doctrine

- L'exécution des sentences annulées dans leur pays d'origine, par Emmanuel
GAILLARD 645
- La déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme,
par Christian BYK 675

Variétés

- Les fonctions juridiques de la langue, par Laurent RUET 697

Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE
par Isabelle BARRIERE-BROUSSE, Emmanuel GAILLARD, Eric
KERCKHOVE, Marie-Ange MOREAU 721

Arbitrage

- Sentence arbitrale rendue à l'étranger. — Annulation de la
sentence dans le pays d'origine. — Exequatur de la sentence en
France. — Convention de New York, article VII. — Conséquences
(CA Paris, 1^{re} ch. C, 14 janv. 1997) 750

Contrat

- Contrat de travail. — Cadre international. — Recrutement en
France. — Affectations successives à l'étranger dans plusieurs
sociétés d'un même groupe. — Régime juridique applicable (Cass.
soc., 26 juin 1997) 736
- Contrat de travail. — Salarié recruté en France. — Mutation
à l'étranger dans une société du même groupe. — Tribunal compé-
tent. — Détermination de l'employeur (Cass. soc., 16 juill. 1997) 736

Etrangers

Entrée et séjour. — Enfant mineur. — Autorisation de séjour sur le territoire. — Entrée irrégulière. — Refus. — Convention de New York relative aux droits de l'enfant, article 3-1. — Annulation de la décision (*CE 2^e et 6^e sous-sections, 22 sept. 1997*) ... 721

Régime matrimonial

Epoux mariés sous l'ancien régime légal suisse de l'union des biens. — Liquidation des droits. — Règle de partage inégal au profit du mari. — Convention européenne des droits de l'homme, protocole n° 7 du 22 novembre 1984, article 5. — Discrimination à l'encontre de l'épouse. — Violation de l'ordre public (*Cass. 1^{re} civ., 24 févr. 1998*) 730

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BULGARE

par Emile GUEORGUIEV 755

Arbitrage

Compétence. — Clause arbitrale dans une convention complétant un contrat de vente et faisant partie de ce contrat. — Effets de la clause arbitrale dans la convention se référant aux litiges éventuels à propos de la clause de complément. — Clause arbitrale comme résultat de la demande introduite devant le tribunal arbitral et des conclusions du défendeur (*C. arb., 18 juill. 1995, aff. n° 57/1994*) 771

Compétence. — Clause arbitrale imprécise : tribunal ou tribunal arbitral. — A qui appartient le droit de choisir. — Arbitrage intentionnel ou arbitrage *ad hoc*. — Autorisation par clause expresse ou présumée (non) (*C. arb., 1^{er} févr. 1993, aff. n° 79/1993*) 767

Procédure. — Détermination des règles de procédure et égalité de traitement des parties (*C. arb., 18 juill. 1995, aff. n° 57/1994*) 769

Contrat

Contrats d'échanges économiques internationaux. — Loi applicable. — Droit des parties de choisir une loi applicable abrogée, pour une partie de l'objet litigieux. — Nature du « droit applicable » choisi. — Choix de la loi nationale de l'une des parties pour une autre partie du litige. — Droit applicable à la partie restante du litige sans convention des parties (*C. arb., 6 sept. 1993, aff. n° 32/1993*) 755

Contrats d'échanges économiques internationaux. — Loi applicable. — Droit des parties de choisir une loi applicable abrogée, pour régler leurs rapports contractuels. — Lacunes dans la loi abrogée (*C. arb., 7 mars 1995, aff. n° 28/1994*) 757

Contrats d'échanges économiques internationaux. — Vente et échange. — Loi applicable. — Novation (non). — Dation en paiement (non). — Contrat d'échange (non) (*C. arb., 1^{er} nov. 1992, aff. n° 180/1992*) 760

Obligations. — Clause pénale en cas d'inexécution de l'obligation principale pour une période expirée. — Convention de transfert de l'obligation principale pour une période postérieure. — Clause « sans prétentions réciproques ». — Nature juridique de la convention (<i>C. arb., aff. n° 45/1984</i>)	762
--	-----

Obligations

Procuracion du droit d'agir en justice (non). — Cession du droit d'agir en justice (non). — Nature juridique de la cession et notification au débiteur cédé (<i>C. arb., 12 nov. 1991, aff. n° 20/1991</i>)	764
---	-----

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, par Hélène Ruiz FABRI et Jean-Marc SOREL	773
---	-----

Etat du rôle de la Cour en 1997	773
---------------------------------------	-----

Arrêt et ordonnance rendus en 1997

Projet de Gabcikovo-Nagymaros entre la Hongrie et la Slovaquie : <i>Arrêt, 25 sept. 1997</i>	776
--	-----

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (<i>Bosnie-Herzégovine c/ Yougoslavie</i>) : <i>Ordonnance, 17 déc. 1997</i>	792
--	-----

Documents

CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE

Etrangers (entrée et séjour)

Loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (<i>JO 12 mai 1998</i>) ..	803
--	-----

Décision n° 98-399 DC du 5 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (<i>JO 12 mai 1998</i>)	816
--	-----

BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES REVUES	821
---	-----

INFORMATIONS	841
--------------------	-----